

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Arkema-Face-a-la-finance-1.html>

Arkema : Face à la finance, l'impuissance ?

- Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 6 avril 2012

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Arkema, le premier chimiste français, s'apprête à livrer dix sites, deux mille salariés, à Gary Klesch, un spéculateur américain, pour un euro symbolique.

Alors, ce mardi 27 mars 2012, Didier, Régis, Thierry, Pascal, de la CGT Arkéma, sont montés à la capitale pour interpeler les candidats à leur QG de campagne...

[Arkema - la tournée des QG de campagne](#) par [fakirpresse](#)

Arkema, c'est le premier chimiste français.

Qui a enregistré, en 2011, un bénéfice de 500 millions.

Avec une rentabilité de 17,5 %.

C'est beaucoup, mais pas assez.

Le groupe a décidé de se séparer de son pôle vinylique. Qui fabrique du PVC.

Soit dix sites, 1800 salariés en France, 2600 dans le monde, un savoir-faire centenaire.

Tout ça, Arkema le cède pour un euro symbolique - et il rajoute encore 96 millions dans la corbeille.

Et à qui le donne-t-il ?

À Gary Klesch. Un financier américain, dont le siège de la holding est situé à Malte, sa société à Jersey et lui-même en Suisse. Qui a déjà liquidé plusieurs boîtes, en dépeçant leur trésorerie avec soin.

Les salariés et leurs syndicats ne sont pas d'accord.

Ils ont fait grève.

Ont bloqué leurs usines.

En ont appelé aux politiques.

Alors, ce mardi 27 mars 2012, Didier, Régis, Thierry, Pascal, de la CGT Arkéma, sont montés à la capitale. Et avec nous, ils ont fait la tournée des QG de campagne...

Réponses des candidats.

Chez François Hollande :

L'État ne peut pas tout... (voire presque rien !)

Entretien avec Alain Rousset, président de la Région Aquitaine, Monsieur Industrie de François Hollande.



Didier Chaix, CGT Arkema : Pour nous, Gary Klesch c'est un vampire. Il craint la lumière. Ce qu'on demande à François Hollande, c'est de le mettre en lumière pour le faire fuir.

Fakir : François Hollande a déclaré : « *Mon adversaire, c'est la finance* ». Alors là, face à un financier comme Gary Klesch, qui jongle avec les paradis fiscaux, qui n'a rien d'un industriel, est-ce que vous pouvez apporter la garantie, si le candidat socialiste est élu le 6 mai, que cette cession ne sera pas possible ?

Alain Rousset : Vous demandez à François Hollande de se substituer au PDG de l'entreprise ? C'est bien ça, votre question. Alors là, non. Est-ce qu'on peut interdire à Arkema de céder le pôle ? La réponse est non. La loi ne le permet pas, et demain la loi ne le permettra pas.

Fakir : Donc, au lendemain des élections, tout comme aujourd'hui sous Sarkozy, les dix sites, les 1800 salariés peuvent se retrouver entre les mains de Klesch ?

Alain Rousset : Enfin, je ne sais pas si vous avez suffisamment d'argent, ou si les organisation syndicales ont suffisamment d'argent pour être une alternative à Klesch ! C'est trop facile, pardon de le dire...

Fakir : Je propose une alternative. Puisque là Arkema donne ses dix sites, et 96 millions d'euros en plus, pourquoi l'État ne dirait pas : « *Je prends. Je renationalise* » ?

Alain Rousset : Parce que l'État n'est pas compétent pour gérer des entreprises ! C'est l'Union Soviétique, votre idée ? Vous voulez revenir à l'Union Soviétique ?

Chez Jean-Luc Mélenchon :

Quand les travailleurs veulent... ... l'État peut.

Entretien avec Martine Billard, députée de Paris, co-présidente du Parti de Gauche (croisée par hasard dans le métro).

On nationalise ! On prend l'entreprise et on la rend aux travailleurs.



Didier Chaix : Aujourd'hui, les dix sites, les 1800 salariés d'Arkema valent moins qu'un ticket de métro !

Martine Billard : Quel mépris pour les travailleurs...

Fakir : Mais dans leur cas, qu'est-ce qui, dans le programme du Front de Gauche, empêcherait ça demain ?

Martine Billard : Bah on prend l'entreprise et on la rend aux travailleurs. C'est la seule solution. Parce que, quand les patrons ne se préoccupent plus de l'entreprise mais se soucient uniquement de faire du fric, ben à un moment donné faut les virer. On en a besoin, de la chimie, alors on nationalise, qu'est-ce que vous voulez ! On n'est pas des fous de la nationalisation, mais quand ce sont les outils nécessaires au fonctionnement du pays qui sont en jeu, on prend nos responsabilités.

Chez Nicolas Sarkozy :

**L'État peut...
...vous empêcher de rentrer !**



Bon, là, c'est carrément « *entrée interdite* ».

Didier avait appelé la semaine d'avant, envoyé un courriel poli - resté sans réponse - mais les délégués doivent

rester à la porte : « *On ne peut même pas mettre un pied dans le hall ! Y aura même pas un militant pour nous recevoir !* » Devant la vitre teintée, un agent de sécurité à oreillette nous empêche de rentrer...

À la place, les syndicalistes épluchent le programme du candidat Sarkozy : « *Y a pas un mot sur la finance ! Il parle des délinquants, mais y a rien sur les délinquants en col blanc ! Lui qui voulait moraliser le capitalisme...* »

Alors, laissera-t-on les mains libres aux Klesch, aux vautours de la finance, aux rapaces des banques - pour nous entraîner, toujours plus, vers la régression sociale, morale, écologique ? La réponse, elle se décide dans les urnes, oui, en partie, aux présidentielles et aux législatives. Mais elle dépend aussi, surtout, de ce que feront - ou ne feront pas - les travailleurs d'Arkema et d'ailleurs, de l'Éducation nationale, de la SNCF, les militants anti-gaz de schiste, anti-OGM, anti-autoroutes, etc.

À nous de jouer !

Un reportage à retrouver sur [le site de Là-bas si j'y suis](#).